

## CHAPITRE XV

### LES DERNIERS JOURS D'UN EMPIRE

Du 1<sup>er</sup> au 10 Décembre

---

Proclamation de Maximilien. — Arrivée à Vera-Cruz d'une mission américaine, général Sherman. — Instructions extraordinaires. — Echee piteux de la mission. — Situation troublée à Mexico. — Intrigues passionnées de toutes sortes. — Spectacle écœurant. — Mes rapports de police. — Correspondance du général Douay. — Lettre abominable du 10 décembre 1866. — Considérations sur cette correspondance. — Conclusions.

Le 1<sup>er</sup> décembre apparut le manifeste de Maximilien annonçant à son peuple qu'il reprenait les rênes du char de l'Etat, dans le but de lui demander encore si la forme de gouvernement dont il était l'incarnation lui semblait devoir toujours faire son bonheur.

Ce qui caractérisait cette nouvelle évolution de la part de l'Empereur, c'est que désormais le gouvernement de l'Empire devait marcher tout seul, dégagé de la lourde tutelle de l'Intervention française. Je puis la qualifier ainsi d'après lui-même, car il avait déclaré que c'était notre présence au Mexique qui empêchait son peuple de lui témoigner son attachement! Quelle ingratitude!

C'était donc une ère nouvelle qui s'ouvrait, après combien d'autres, car depuis cinq années la succession des ères a été la caractéristique de l'existence politique de ce pays. C'est évidemment pour cette raison qu'un journal local, très sérieux du reste, avait pris depuis plusieurs années le titre par-

lant d' « Ere nouvelle » assuré ainsi de répondre toujours à la situation du moment; et, d'après elle, ainsi qu'il suit, Maximilien parlait à ses fidèles sujets (?) :

« Mexicains,

« Des circonstances de grande importance, relativement au bien-être de notre patrie, qui ont acquis une grande force par des malheurs domestiques, avaient produit dans notre esprit la conviction que nous devions rendre le pouvoir que vous nous aviez confié.

« Nos conseils des ministres et d'Etat, convoqués par nous, (ils étaient 18), opinèrent que le bien du Mexique exige encore que nous conservions le pouvoir, et nous avons cru devoir accéder à leurs instances, en leur annonçant, en même temps, notre intention de réunir un Congrès national sur les bases les plus larges et les plus libérales, où tous les partis auront accès. Ce Congrès déterminera si l'Empire doit subsister, et, dans le cas affirmatif, il promulguera les lois vitales pour la consolidation des institutions politiques du pays. Dans ce but, nos conseillers s'occupent actuellement de nous procurer les mesures opportunes et l'on fera en même temps les démarches convenables pour que tous les partis se prêtent à un arrangement sur cette base.

« En attendant, Mexicains, comptant sur vous tous, sans exclusion d'aucune couleur politique, nous nous efforcerons de poursuivre, avec courage et constance, l'œuvre de régénération que vous aviez confiée à votre compatriote.

« MAXIMILIEN ».

« Orizaba, le 1<sup>er</sup> décembre 1866. »

Peut-on imaginer un pareil tissu d'absurdités, de folles illusions et d'inconséquences. Tout cela n'est qu'un verbiage plat et pâteux qui ne dit rien et est absolument dépourvu du moindre réconfort. Tous ces projets, que Maximilien énumère, froidement et sans conviction, sont absolument irréalisables et illusoire. Est-il possible de croire que cette consultation

nationale soit matériellement praticable dans l'état de désordre complet où est le pays, dont les trois quarts même sont aux mains des Juaristes? On voudrait pouvoir prendre au sérieux une pareille conception. Du reste, elle était tellement aléatoire que, quelque déprimés qu'aient pu être le jugement et le bon sens de l'Empereur, lui-même ne devait pas y croire. Par conséquent, c'était une pure comédie et tellement invraisemblable qu'elle en était ridicule. Aussi personne ne prit l'affaire au sérieux.

La conception et la rédaction de ce manifeste puéril ne purent être infligées qu'à l'Empereur lui-même, et on est obligé d'y trouver comme arrière-pensée le moyen de se débarrasser honnêtement de la couronne, car il était évident pour tout le monde, même pour ses amis du moment, les cléricaux et ses conseillers, que si on parvenait à réunir ce congrès dans les conditions absolues où il était présenté, la chute de l'Empire serait prononcée par une colossale majorité. En tout cas, si cette décision justifiait l'abandon de sa couronne, elle ne pouvait guère flatter l'amour-propre du Souverain dont on ne voulait plus. Il ne plaisait pas à Maximilien d'être renvoyé par la France; était-il plus honorable pour lui de l'être par son peuple?

Les événements ne vont pas tarder à ramener à la plus triste réalité ce coup d'Etat sans lendemain.

Au moment même où Maximilien venait de prendre la résolution de rester au Mexique et préparait le manifeste qu'il allait lancer à son peuple, un incident caractéristique se produisit dans les eaux de Vera-Cruz. C'était le 29 novembre, la ville était dans un état de surexcitation extraordinaire; on venait d'apprendre la décision de l'Empereur et on pavoisait les maisons, les édifices; dans les rues éclataient les pétards indispensables pour fêter la joie populaire.

Soudain, on aperçut au large un grand vaisseau que secouait une assez violente tempête, et qui se dirigeait vers le port. La direction de la Marine signalait une frégate américaine la *Susquéhannah*. En même temps une embarcation

montée par le consul des Etats-Unis s'éloignait du ponton de Vera-Cruz et se dirigeait vers la haute mer, au-devant du vaisseau américain qui, à sa vue, l'attendit au large. A bord de ce navire se trouvaient deux personnages qui, après avoir conféré avec leur consul et appris les événements du moment, et en particulier la résolution de Maximilien, firent virer de bord à la frégate qui, passant au large de Saint-Jean d'Ulloa, sans saluer la terre, alla mouiller à neuf kilomètres au sud de Vera-Cruz, à l'île Verte, un solitaire récif situé entre Saint-Jean d'Ulloa et l'île de Sacrificios, à trois kilomètres des grands navires de notre flotte. Qu'étaient donc ces personnages de marque qui disposaient ainsi d'un grand navire de guerre des Etats-Unis? C'étaient le général Sherman, une des gloires du Nord dans la guerre de Sécession, et le citoyen Campbell, un diplomate que le gouvernement de Washington venait de nommer son représentant auprès de Juarez.

Pour comprendre la présence de ces Américains de marque devant un port mexicain, point d'attache de l'Intervention française, et en apprécier la haute importance, quelques explications sur les actes du gouvernement des Etats-Unis sont ici nécessaires, d'autant qu'alors il eût été possible de trouver dans la main de ces deux personnages la solution la plus favorable pour le règlement définitif de notre intervention au Mexique, solution qui a dépendu entièrement de la décision que devait prendre, en ce moment solennel, l'Empereur Maximilien, car sa résolution de rester follement au Mexique a tout rendu inutile de ce côté.

Du jour où le départ des troupes françaises fut décidé, les deux puissances qui s'intéressaient directement au Mexique, la France et les Etats-Unis, se préoccupaient de ce qui se passerait dans ce pays, où elles prévoyaient, aussitôt après ou à brève échéance, les événements les plus graves.

Les Tuileries croyant fermement à l'abdication et voulant chercher une personnalité libérale avec qui on pourrait s'entendre pour former un gouvernement devant succéder à l'Empire, avaient fait nouer des relations avec le général Ortéga,

le vaincu de Puebla, qui nous avait échappé malgré sa parole donnée et qui, depuis lors, nous faisait une guerre sourde mais acharnée. On comptait l'opposer à Juarez avec lequel on ne pouvait vraiment pas traiter et dont les pouvoirs présidentiels étaient, du reste, depuis longtemps, devenus à terme, d'après la constitution.

De leur côté, les Etats-Unis ne voulaient pas abandonner Juarez. Aussi le président Johnson, dans le but de faire échec à Ortéga, avait, dès le mois d'octobre, organisé une mission chargée de faire tous ses efforts pour rallier à Juarez les principaux chefs du parti dissident et opposés à l'Empire. La nécessité et l'urgence de cette campagne apparurent encore plus impérieuses au gouvernement de Washington lorsqu'il apprit la mission du général Castelnau, car il ne douta pas qu'elle avait notamment pour objet d'organiser la candidature Ortéga. Il fallait donc à tout prix et sans tarder paralyser l'action du négociateur français. Le secrétaire d'Etat, M. Seward, s'empressa d'adresser à M. Campbell les instructions les plus détaillées sur l'objet de sa mission au Mexique, sur le rôle qu'il aurait à remplir et sur la façon dont il devrait opérer. Ce document secret, qui a pourtant été connu de tout le monde, est vraiment extraordinaire et d'une outrecuidance inouïe. C'était un homme terrible que ce M. Seward; heureusement que le président des Etats-Unis d'alors était plus pondéré et plus diplomate que lui. Je ne veux pas relever les méfiances par trop systématiques concernant le gouvernement français qui caractérisaient ses interminables instructions à M. Campbell, je me bornerai à en signaler les éléments principaux. Ce foudre de guerre, aux manifestations desquelles il faut prendre un peu et laisser beaucoup, commence par ergoter longuement sur les conditions et les dates déterminées pour le départ du Mexique du corps expéditionnaire français d'après les affirmations de Napoléon III, dont il est presque disposé même à mettre en doute la sincérité. En tout cas, considérant qu'il « n'est pas improbable » (?) que le gros de ses forces se retire en même

temps, il déclare qu'un pareil événement doit produire une crise d'un grand intérêt politique dans la République du Mexique et, dans ce cas, il importe que les deux agents envoyés par la République des Etats-Unis se rendent sur le territoire mexicain ou à proximité, afin que M. Campbell puisse entrer dans l'exercice de ses fonctions de ministre plénipotentiaire auprès de la République du Mexique. On ignore à Washington le parti que prendront, après le départ des Français, d'une part, « le prince Maximilien » et d'autre part, le Président de la République du Mexique (cette affectation de l'appeler ainsi quand on s'efforce de renverser son Empire n'est qu'impertinente et ridicule). Or, un diplomate véritable ne doit être ni l'un ni l'autre et, après tout, s'il y a Empire, c'est qu'il y a Empereur; si l'homme qui gouverne n'est que prince, il faudrait appeler le Mexique une principauté. Ces spéciosités malignes ne sont pas dignes de la part d'un homme d'Etat. On ignore aussi ce que fera le peuple mexicain. Eh bien, alors qu'on le laisse tranquille; en tout cas, on le compte pour rien, car, en somme, c'est lui qui avait accepté, reconnu et acclamé l'Empire! Et pourtant M. Seward écrit : « Vos communications devront être adressées au gouvernement républicain dont M. Juarez est le président. » C'est une erreur, il ne l'est plus légalement, car ses pouvoirs sont périmés et on ne l'a pas renommé. « Dans aucun cas, vous ne pourrez reconnaître officiellement soit le Prince Maximilien qui prétend être Empereur du Mexique, ou toute autre personne, chef ou commission, exerçant le pouvoir exécutif à Mexico, sans avoir reçu les instructions du Président des Etats-Unis. »

Ce qui est plus extraordinaire encore et dénote les sentiments de méfiance dudit secrétaire d'Etat américain, c'est la recommandation suivante, peu flatteuse pour nous : « En supposant que les commandements de l'armée et de la marine françaises exécutent *de bonne foi* (?) la convention de l'évacuation du Mexique avant le terme fixé, l'engagement qui vous incombe est que les Etats-Unis ou leur représentant

n'apportent aucune entrave ni aucun obstacle au départ des Français. » Il n'aurait plus manqué que cela !

« Le gouvernement ne désire ni conquête, entière ou partielle, du Mexique (ça viendra pourtant), ni achats de terres ou de domaines (cela est pourtant déjà en cette année 1907); ce qu'il désire c'est le Mexique délivré et libre de régler ses affaires avec le gouvernement républicain existant (in partibus), ou toute forme de gouvernement qu'il aura choisie sans influence étrangère, même celle des Etats-Unis.

« Il résulte de ces principes que vous ne devez pas faire de stipulations avec les commandants français, ni avec le prince Maximilien, ni avec tout autre parti qui aurait tendance à contrecarrer l'administration du président Juarez ou à s'y opposer. » Mais alors, si on ne peut pas faire de stipulations, c'est qu'on peut faire autre chose, donc entrer en relation avec les commandants français, et, dans ce cas, il aurait fallu accréditer ce M. Campbell! Quel gâchis diplomatique!

En poursuivant cette exploration instructive dans ce maquis, on découvre une étrange insinuation : « Il est possible que l'on fasse quelques mouvements des forces de terre ou de mer des Etats-Unis, sans intervenir dans les limites de la juridiction du Mexique, ni violer les lois de la neutralité (?) mais pour favoriser la restauration de la loi, de l'ordre et du gouvernement républicain du pays. » Et pourtant le gouvernement d'Ortuga qu'il supposait préconisé par nous et qu'il voulait combattre, était bien républicain!

« Vous êtes autorisé à conférer avec tous les autres partis ou agents, dans le cas où une conférence exceptionnelle deviendrait absolument nécessaire, mais dans ce cas seulement. »

Cette recommandation avait une grande importance, parce qu'elle permettait à M. Campbell d'entrer en relation, même avec les autorités françaises, le cas échéant.

Suivent enfin des considérations diffuses et obscures à l'égard du général Sherman qui accompagnait M. Campbell

et qui serait, au fond, le conducteur effectif de la mission et aurait même les pouvoirs nécessaires pour disposer des troupes américaines. Ce long factum se termine par l'indication des points où la mission pourrait se rendre et résider, c'est-à-dire à peu près partout, au dedans et au dehors du Mexique, à l'exception des localités occupées par les ennemis de la République du Mexique. Cette restriction est en opposition avec la faculté d'entrer en relations avec ces ennemis. Du reste, on ne peut songer à compter tous les illogismes contenus dans cet extraordinaire document dont l'obscurité et le désordre des idées sont les moindres défauts.

C'est probablement le caractère tout au moins vague de la mission qui avait déterminé le fameux général Grant à refuser d'accompagner M. Campbell; on dut le remplacer par le général Sherman, moins scrupuleux sans doute.

La mission américaine, ainsi munie avec abondance d'instructions confuses où il y avait « à boire et à manger », les deux plénipotentiaires américains quittèrent New-York le 11 novembre sur la frégate *Susquéhannah*, pour préluder par une croisière diplomatique d'un genre nouveau qui devint plutôt un voyage au cabotage (pardon, j'allais écrire cabotinage! deux lettres de trop allaient dénaturer la pureté de ma pensée).

Les mandataires de M. Seward se rendirent dans le golfe du Mexique, touchèrent à la Nouvelle-Orléans, espérant y trouver des indications sur le lieu où pouvait bien se trouver le fantôme Juarez, et des renseignements sur la situation au Mexique. Ils apprirent que pour s'approcher du Président, il faudrait un voyage interminable et pénible au travers d'un pays peu hospitalier. Ils y renoncèrent pour le moment, espérant sans doute que Maximilien étant parti, il se rapprocherait de Mexico. La frégate mouilla près de l'embouchure du Rio del Norte, mais on n'y apprit rien et les ambassadeurs ambulants se rendirent à Tampico qu'ils savaient occupé par les Juaristes; ne trouvant personne

à qui parler dans ce port, ils résolurent de tenter un grand coup en allant tout franchement à Vera-Cruz. C'est là qu'on eut, au Mexique, la première notion de leur existence.

En arrivant en vue de Saint-Jean-d'Ulloa où ils espéraient apercevoir, flottant fièrement sur les monuments, la bannière mexicaine, au zopilote découronné enfin, ils furent péniblement surpris d'y voir encore l'oiseau mexicain, coiffé de l'emblème impérial, humiliant et abhorré. Ce phénomène optique leur fut confirmé et expliqué par leur consul accouru à force de rames pour leur crier de ne pas aller plus loin dans les eaux non encore purifiées de Vera-Cruz. La *Susquéhannah*, sans se déconcerter devant toutes ces mésaventures, reprit sa route; mais ne voulant pas regagner la haute mer, trop turbulente alors, elle alla s'abriter derrière l'île Verte où je l'ai laissée. Naturellement, MM. Campbell et Sherman furent obligés de rester à bord.

Du reste, il semble que l'amertume du mal de mer porte conseil, aussi bien aux Etats-Unis qu'ailleurs; les ambassadeurs de M. Seward renoncèrent, pour le moment, à leurs pérégrinations maritimes. Inspirés sans doute par leur déception, en apprenant que non seulement Maximilien n'était pas parti, mais encore qu'il allait remonter à Mexico, ils comprirent que le « Prince » de leur ministre était une quantité moins négligeable qu'on ne le croyait à Washington et qu'en réalité il fallait bien qu'il fût Empereur de quelque chose puisqu'il allait remonter dans sa capitale. Ils eurent assez de présence d'esprit et de bon sens pour reconnaître que ledit prince ne serait pas facile à embarquer et qu'il serait peut-être sage, même habile, de modifier quelque peu les instructions outrées de leur ministre, en entamant, si cela était possible sans compromettre la fière attitude qui leur était imposée, des relations discrètes et réservées avec autre chose que le gouvernement de Juarez qu'on ne pouvait approcher sans se perdre dans les déserts. Ils eurent la velléité de tâter, sans se découvrir, l'élément français à Mexico, puisqu'ils savaient ou croyaient savoir que le gouvernement français comp-

tait sur l'abdication de Maximilien. Dans ces conditions, ils résolurent d'attendre des nouvelles de leurs agents à Mexico. Cette résolution d'entrer ainsi en relations, aussi adroitement que possible, en négociations même, avec l'élément français, était assurément le parti le plus sage et celui qui aurait pu procurer les meilleurs résultats. Malheureusement l'esprit revêche, méfiant et malveillant de M. Seward n'avait pas su ou voulu prévoir que cette manière d'agir était la meilleure, et il avait enfermé ses deux mandataires dans un réseau d'instructions alambiquées si étroit et si peu habilement conçu, que ces deux personnages n'osèrent plus en sortir pour manœuvrer avec la franchise qu'un diplomate digne de ce nom doit savoir mettre en œuvre selon les circonstances, et abandonner les ruses et les détours. Alors, pour éviter de se compromettre, les deux négociateurs embarrassés voulurent finasser. Ils se maintinrent dans une attitude par trop réservée, les poings campés sur les hanches, ne voulant pas paraître faire un pas en avant et aucune démarche auprès du représentant de l'Intervention française. Aussi le Maréchal après avoir annoncé un accueil *empressé*, dut les laisser sur le pont de leur frégate, endosser piteusement un fiasco complet. Voici d'ailleurs comment s'exécuta cette étonnante opération diplomatique.

Lorsqu'on apprit à Mexico l'apparition d'un navire de guerre américain dans les eaux de Vera-Cruz, ce fut un événement dont on recherchait en vain la cause; mais le Maréchal n'en fut pas surpris, car il avait été prévenu, quelques jours avant, par l'amiral Didelot, commandant les forces navales françaises de l'Atlantique et qui se trouvait en ce moment à New-York. Cet officier général l'informait, le 10 novembre, le lendemain même du départ de la *Susquehannah*, que la mission de M. Campbell avait pour but d'établir une entente entre les chefs dissidents du Mexique pour constituer un gouvernement qui pourrait succéder à celui de l'Empire, sans anarchie ni désordre, ainsi qu'on pouvait le craindre

après le départ de Maximilien et surtout après celui de nos troupes.

L'amiral ajoutait que les instructions données à la mission Campbell et Sherman seraient communiquées par M. Seward à notre ministre à Washington; que du reste elles ne contenaient rien qui pût nous porter ombrage. Mais il ne donnait aucune indication sur l'itinéraire du voyage de ces envoyés extraordinaires. Aussi le Maréchal, en apprenant leur arrivée à Vera-Cruz, n'en fut pas moins étonné, ignorant absolument leurs projets.

Bientôt, cependant, il eut une indication, très vague il est vrai, mais importante. Il reçut la visite du consul des Etats-Unis à Mexico, M. Ottenbourg, qui venait savoir du Maréchal comment il serait disposé à recevoir la mission américaine si elle venait à Mexico. Le Maréchal déclara très nettement et spontanément qu'il recevrait le général Sherman de la façon la plus cordiale et qu'il traiterait cette haute personnalité militaire avec les honneurs que comportait sa situation. Pour accuser plus nettement qu'il n'envisageait pas d'intrigue politique dans ce voyage et que la présence du général américain à Mexico ne comportait pas de mystère, il ajouta qu'il lui offrirait les honneurs d'une revue de ses troupes, se plaçant ainsi uniquement sur le terrain neutre de la courtoisie militaire entre deux grands chefs d'armée.

Que répondit le général Sherman à cette très gracieuse déclaration et à l'honneur qui lui était fait de passer en revue une armée française? Qu'il n'irait à Mexico que sur une invitation expresse du quartier général.

Cette réponse ne peut être qualifiée, car il faudrait être trop sévère pour être juste.

Il est bien entendu que l'invitation pressante ne fut pas envoyée. Elle ne pouvait pas l'être. Le général américain l'a-t-il compris? Ce n'est pas probable, car c'est avant de poser sa condition qu'il aurait dû comprendre que le Maréchal ne pouvait pas, pour plusieurs raisons, lui adresser une invitation formelle de monter à Mexico. La première, c'est

que le Maréchal n'avait pas été avisé officiellement de la venue des personnages américains dans le domaine de l'Empire mexicain; la seconde est que le gouvernement mexicain auprès duquel il se trouvait, avait seul qualité pour inviter ces hauts personnages politiques étrangers à venir à Mexico, et que tant que Maximilien était effectivement Empereur du Mexique, il ne pouvait se permettre d'appeler à lui un représentant d'un gouvernement ennemi de ce Souverain, qui faisait chaque jour acte d'hostilité contre lui et même n'avait jamais reconnu son existence. Le Maréchal, au contraire, a très loyalement et très finement accentué les nuances. Si le général, pour une raison ou pour une autre, venait à Mexico, il lui ferait l'accueil cordial et honorifique dû à une grande personnalité militaire d'une nation amie; mais quant à l'inviter, jamais!

Et la *Susquehannah* reprit la mer pour retourner à Tampico, puis à la Nouvelle-Orléans où elle débarqua la fameuse mission qui retourna par terre porter à M. Seward la nouvelle de son piteux insuccès. Car, après un mois de campagne, les ambassadeurs si bien stylés par leur ministre n'avaient rien fait, et, contrairement au principe bien connu pourtant, ils n'avaient pas su pêcher en eau trouble, mais seulement en eau claire, pour alimenter leur table, il est vrai, en prenant à l'Île Verte, le meilleur poisson du monde: le wantchinango. Ce fut sans doute le seul profit de cette campagne. L'auteur responsable de ce four colossal fut assurément l'incomparable M. Seward; en anglais prononcez *Sourde*. C'est bien ça!

Pourtant, il y avait mieux à faire et nous devons regretter que le général Sherman n'ait pas *compris* et ne soit pas allé à Mexico. Il n'est pas douteux que son entrevue avec le Maréchal n'ait détendu bien des situations; et, alors même qu'elle n'aurait pas produit une entente complète avec les idées des Etats-Unis, elle aurait adouci bien des rouages et peut-être rendu moins déplorable la fin de l'Intervention et moins tragique celle de l'Empire du Mexique. Car, si cette

dernière a été regrettable pour nous, elle n'a rapporté aucun lustre à la politique des Etats-Unis; au contraire!

Ainsi les événements se précipitaient et la physionomie de Mexico s'assombrissait chaque jour. Du reste, depuis l'arrivée de Miramon et de Marquez, la situation morale s'était aggravée au point d'engendrer un désarroi profond dans les esprits et un trouble important dans les affaires. L'action bien que souterraine et occulte de Miramon fut surtout considérable, car cet ambitieux, turbulent et vindicatif, avait un art accompli pour intriguer, conspirer, soulever enfin les consciences et les passions. On peut dire qu'il galvanisait le parti clérical; et, comme l'action française avait toujours mis un frein à ses aspirations et opposé une barrière à ses revendications surannées, il menait avec autant d'acharnement que d'hypocrisie une sourde campagne contre elle, et mettait en œuvre tous les moyens, même les plus déloyaux, pour déconsidérer, discréditer et compromettre les trois personnages qui en étaient l'âme, c'est-à-dire les éléments du triumvirat. Quant aux autres partis, ils étaient, eux aussi, en proie à la plus grande agitation. Les partisans de Juarez étaient exaspérés de l'attitude de Maximilien dont ils escomptaient déjà le départ au profit de leur cause; les conservateurs modérés sentaient bien que le retour au pouvoir des cléricaux intransigeants s'accrochant au manteau impérial n'était qu'éphémère, car bientôt ce manteau leur resterait dans la main et tous se trouveraient désemparés en présence du triomphe des Libéraux juaristes ardents aux représailles. Tous ceux, d'autre part, qui avaient acquis des biens du clergé, se voyaient déjà dépouillés de leurs acquisitions, pendant le retour, si provisoire qu'il pût être, des puissances du cléricisme. En outre, les Libéraux modérés que l'Intervention avait soutenus, se sentaient abandonnés par notre départ. Enfin, les Français perdaient l'espérance de voir un jour leurs intérêts sauvegardés, et un grand nombre d'entr'eux recherchaient le moyen de réaliser, sans trop de ruines, leur situation au Mexique. En somme, le désordre

matériel et moral était partout; et c'est dans le maquis inextricable de la vie intellectuelle à Mexico que rampaient les menées secrètes des conspirateurs de toutes les factions de la politique.

C'était pour moi un spectacle étrange et écœurant que de voir défiler tous ces agissements ténébreux dans les rapports journaliers que me faisait l'agent de police secrète du ministère de la Guerre, dont je dirigeais les investigations pour découvrir les tentatives de corruption, de trahison, de désertion qui se faisaient dans le personnel des officiers des troupes mexicaines. On ne peut imaginer l'activité que déployaient les agents des partis, surtout ceux des Libéraux, échangeant des messages entre les localités occupées par les dissidents et les nombreux officiers qu'ils avaient dans Mexico, parmi les membres du gouvernement impérial, les ministres mêmes. Je pouvais constater par ces révélations combien était considérable le nombre d'officiers servant dans l'armée impériale et qui préparaient leur évolution quand le moment serait venu de changer de cocarde.

Ce qui était plus suggestif encore et de nature à m'émouvoir personnellement, c'est la campagne odieuse entreprise par le parti clérical afin de déconsidérer le Maréchal, de détruire sa haute influence auprès des Mexicains et surtout de le compromettre à tel point qu'on parviendrait sans doute à s'en débarrasser, car on était convaincu que le général Castelnau avait tous pouvoirs pour lui enlever son commandement.

Je puis, pour préciser, citer de tristes exemples des infamies qu'on cherchait à répandre sourdement; je les trouve dans mes rapports de police. Je cite textuellement :

« Hier, eut lieu entre les seniores Triguerras et Marin, une conversation dans laquelle il fut dit que l'Empereur devait lancer l'accusation qui a été formulée contre le Maréchal Bazaine, attendu qu'il circule à Paris, dans une feuille publique, les manœuvres coupables du Maréchal et qu'il est d'absolue nécessité de faire tout ce qu'on pourra pour qu'il

s'en aille d'ici. Puis, Marin dit à Triguerras qu'il avait eu connaissance d'une très importante contrebande de plus de trois millions de piastres et qu'une partie de cette somme était pour l'armée française.

« Cette conversation avait lieu au ministère d'Etat. »

J'ajoute que le senior Marin était un ministre de Maximilien, et que c'est dans son ministère qu'avait lieu cet édifiant entretien.

Dans le rapport du 10 octobre, je lis : « On prétend qu'une bataille est engagée par l'Empereur contre le Maréchal; mais que ça n'a pas d'importance parce que le Maréchal va s'en aller d'ici promptement. »

« Le ministre Lacunza travaille assidûment avec l'Empereur contre le Maréchal. »

« Almonte travaille très activement à Paris contre le Maréchal Bazaine avec les ministres actuels de Maximilien. »

Cette dernière information ne pouvait pas me surprendre, bien qu'Almonte eût toujours été très dévoué et fidèle au Maréchal; car j'avais remarqué, dans les derniers temps, les correspondances suivies qu'entretenait avec Almonte, alors ministre du Mexique à Paris, un Français avec qui j'étais en relations amicales et qui demeurait dans un chalet en face de mon habitation. C'était le vicomte de La Pierre, ancien officier de cavalerie qui, après une existence mondaine quelque peu excentrique, avait donné sa démission depuis longtemps et était venu au Mexique avec l'intervention. Il s'était fait nommer colonel d'état-major et aide de camp d'Almonte. Après le départ de celui-ci pour la France, il était resté au Mexique, désœuvré officiellement, mais relativement ou plutôt secrètement très occupé avec les chefs du parti clérical extrême. Je le voyais presque tous les jours quand il n'était pas en course au travers du Mexique où il avait cherché plusieurs fois des trésors oubliés dans leur cachette, mais en vain, je crois. C'était, du reste, une profession pour nombre de gens de chercher des trésors cachés par les brigands qui les avaient volés. Or donc j'avais bien des fois remarqué les



agissements politiques de La Pierre. C'est évidemment lui qui était l'intermédiaire du parti clérical auprès d'Almonte et, sans doute, lui fournissait les arguments nécessaires pour combattre le Maréchal; mais je suis certain qu'il ne s'est jamais associé aux abominables accusations que certains Mexicains formulaient contre le commandant en chef.

On peut apprécier, d'après les citations choisies dans mes rapports de police, de la mentalité qui caractérisait alors le monde politique à l'égard du Maréchal. Ce sont malheureusement ces calomnies plus ou moins déguisées qui troublaient le cerveau du général Castelnau déjà imbu d'idées préconçues et trop disposé à se former un jugement d'après les rumeurs louches qui couraient dans les milieux officiels de Mexico. Ce sont elles enfin qui, assurément, ont inspiré trop aisément les venimeuses philippiques que le général Douay envoyait à Paris, de si lamentable façon, et qui lui dictaient ces insinuations de la lettre du 27 novembre 1866.

« Il est difficile de s'imaginer un type aussi complet de fourberie. Il n'a qu'une seule préoccupation, c'est celle de s'enrichir dans notre désastre. Il sacrifie l'honneur du pays et le salut de ses troupes dans d'ignobles tripotages.

« Je n'ai pas besoin de te dire combien je suis navré d'être obligé d'assister l'arme au bras au spectacle de cette saturnale. »

« Puebla, le 10 décembre 1866.

« On disait hautement et publiquement à Mexico que le maréchal Bazaine n'était pas étranger à cette funeste décision, et par des intrigues personnelles, il avait fait comprendre à Maximilien qu'il le verrait avec plaisir revenir à Mexico.

« On ajoute même qu'il lui avait écrit dans un sens qui était tout à fait opposé à celui de la mission du général Castelnau. Ce dernier sait à quoi s'en tenir sur les faits et gestes du Maréchal. On lui a révélé des choses énormes que je ne puis t'écrire. »

J'ai bien raison de dire plus haut que le général Castelnau s'inspirait à l'officine abominable du parti clérical.

« Ce qu'il y a de certain, c'est que... nous avons contre notre départ les résistances occultes du Maréchal qui ne veut pas s'en aller; sa femme est grosse de plusieurs mois, et ses intérêts ne sont pas liquidés... Il s'est produit depuis quelque temps dans le corps d'armée et dans le public un tel mouvement d'indignation qu'il en est résulté un véritable tolle et il ne t'est pas possible de t'imaginer les énormités qui se crient partout. Sans entrer dans plus d'explications, (c'est vraiment dommage!) je te dirai seulement qu'on est exaspéré de savoir que de toute cette désastreuse affaire de l'expédition du Mexique, un seul homme a su en tirer une fortune et jusqu'à présent, c'est afin de pouvoir la liquider et l'augmenter qu'il n'hésite pas à compromettre les intérêts les plus sacrés de notre pays et de nos soldats. Figure-toi ce que coûterait en argent et en hommes notre maintien au Mexique pendant une année. » Où diable a-t-il vu qu'il était question dans aucun esprit de rester encore une année? C'est stupide et infâme.

« Il faut donc se presser et surtout mettre de l'ordre et de la suite dans l'opération. Ce n'est pas le fait du commandant en chef..... j'espère que ce sera mon dernier calice et qu'il ne me faut plus que deux mois de patience. Voilà bientôt cinq ans que j'en ai. C'est long, très long.

« F. DOUAY. »

Elle est jolie, sa patience ! Que serait-ce donc s'il la perdait?

La lettre qui suivit fut écrite à Puebla le 27 décembre 1866. C'est l'avant-dernière de la triste série; elle a pour objet une démarche presque mystérieuse que firent auprès de Maximilien MM. Dano et Castelnau et qui amena un incident qu'exploite avec sa perfidie ordinaire le général Douay, pour enfanter une accusation de trahison abominable à l'égard du Maréchal, manœuvre qui est une véritable conspiration our-

die avec machiavélisme. Elle caractérise si nettement l'état d'esprit du général et a si gravement faussé l'Histoire, qu'il importe de la soumettre à une critique approfondie. Pour ces raisons, je l'ai reportée à la fin de cette étude consacrée à la correspondance Douay, et au moment où eut lieu l'incident mis en cause, pour tirer les conclusions morales que comporte cette campagne ténébreuse et rétablir, comme le commande la vérité, les responsabilités des douloureux sentiments qui ont terni dans l'esprit public la fin morale de l'Intervention française.

En conséquence, j'appelle à comparaître, avec un tour de faveur (?), la dernière philippique de l'inexorable Douay.

Ecrite le 29 janvier 1867, quelques jours avant son embarquement, elle est bien réellement le « trait du Parthe ».

Aussi incohérente qu'infâme par la conception qui l'a dictée et les sentiments qui l'ont inspirée, elle est l'explosion d'une rage épileptique qu'au moment où s'évanouissent ses espérances de succession au commandement suprême, le général ne peut plus contenir. C'est un accès de folie furieuse. Elle doit être condamnée avec la dernière sévérité par l'opinion et par l'histoire qu'il y a quarante ans elle a indignement trompée. Dans ce but, je la livre à leur jugement, en lui faisant, non pas les honneurs, mais bien plutôt la honte d'une publication intégrale.

« Puebla, le 29 janvier 1867.

« Je suis encore à Puebla, je pense en partir le 4 ou le 5 février pour Orizaba. Le dernier grand convoi part de Mexico aujourd'hui, et on espère que la maréchale Bazaine marchera avec cette colonne. Le Maréchal, qui veut faire un départ guerrier, quittera Mexico du 8 au 10, avec une véritable armée, 10 bataillons, 8 escadrons et 24 canons. Le général Castelnau ne se mettra en route que quand il aura la certitude du départ du Maréchal. Il est, bien entendu, au plus mal avec Son Excellence, qui lui a joué les tours les plus pendables depuis deux mois. Sa tâche a été des plus pé-

nibles, et il a contracté une fièvre intermittente dont il ne peut se débarrasser et que ne font qu'entretenir les soucis et les inquiétudes de la lutte qu'il est obligé de soutenir contre les fourberies du Maréchal.

« Le public éclairé du corps expéditionnaire s'accorde à penser que le Maréchal a travaillé depuis près de deux ans à faire échouer le navire de Maximilien pour se substituer au pouvoir. Les présomptions prennent du corps et on se demande pourquoi il a contribué avec tant de persistance à la destruction des légions austro-belge et à la non organisation des corps indigènes impériaux. On sait maintenant qu'il a entretenu des intelligences avec les chefs dissidents. Il s'était tellement laissé griser par les aspirations ambitieuses de sa famille mexicaine qu'il a rêvé pour lui au Mexique la fortune de Bernadotte en Suède. On comprend à présent pourquoi il a tenté, en octobre dernier, de se faire remettre comme en succession les pouvoirs de la Régence au moment où Maximilien partait pour Orizaba. Cette démarche prématurée a éveillé les soupçons qui n'ont fait que croître depuis. L'indice le plus certain de toutes ses intrigues insensées se retrouve à chaque instant dans les empêchements tortueux qu'il a suscités pour embrouiller les affaires et rendre notre départ impossible en mars, ce qui lui donnait une année entière devant lui pour poursuivre sa folle prétention.

« Castelnau a donc eu à combattre les machinations qu'il a bientôt démêlées. Mais il n'en restait pas moins en face d'une grosse responsabilité. Il s'en est tiré en homme sage, prudent et dévoué; mais il n'a pas été sur un lit de roses, et il n'est pas surprenant que sa santé se soit altérée profondément.

« L'affaire du Mexique sera une véritable catastrophe. Il y a longtemps, tu le sais, que je le prévoyais. Le gouvernement aura tout intérêt à la laisser, s'il le peut, dans l'ombre et le silence. Il est possible que le maréchal Bazaine échappe, par cette raison, au châtement qu'il mérite pour ses intrigues coupables; mais il n'échappera pas à l'infamie à laquelle il

est voué par tous les honnêtes gens de l'armée, qui sont de plus en plus indignés du scandale de sa fortune pécuniaire. Il a vendu palais, mobilier, etc... s'est fait payer jusqu'au dernier jour le loyer de son palais, alors que la caisse faisait banqueroute aux officiers pour les loyers de décembre. Tout ce que je pourrais te raconter en fait d'anecdotes sanglantes ne serait encore que de l'orgeat en comparaison de tout ce qui se dit tout haut dans les petites comme dans les grandes réunions des officiers. Le colonel B... a été l'agent de toutes les spéculations du Maréchal, et on trouve son nom dans toutes les traites dont le nombre a fini par attirer l'attention du gouvernement. Il est impossible que notre Empereur ne sache pas tout cela, car c'est public et accrédité par des gens dont le témoignage est irrécusable. D'ailleurs, au point où les choses en sont venues, Castelnau sera dans l'obligation de faire connaître tous ces actes.

« Oui, mon cher ami, en présence de cette fin tragique du commandement en chef, combien mes prévisions étaient sages, quand je te disais que je ne pourrais peut-être pas me charger de la succession du maréchal Bazaine. Je connaissais l'étendue du mal et je n'y voyais d'autre remède qu'une amputation radicale. Quelle autorité aurais-je eu pour la faire accepter? Quelle créance aurait-on donné à mes allégations, dont on aurait peut-être suspecté la sincérité? Je bénis le ciel de m'avoir ôté cette charge, et ce qui prouve que cela a été pour moi une véritable délivrance, c'est que l'état de ma santé en a ressenti un bienfait immédiat. Depuis trois mois, je me porte à merveille; j'ai l'esprit gai, frais et dispos. » Ah! tant mieux!

« Il ne fallait rien moins que l'arrivée d'un grand inquisiteur pour trancher vigoureusement la question. L'Empereur Napoléon a eu la main heureuse en choisissant Castelnau. Depuis que je l'ai vu à l'œuvre, j'ai pu apprécier son mérite et son talent. Il est resté calme et inébranlable dans sa résolution. Il a mené toutes les affaires avec beaucoup de prudence et de réserve. Il n'a pas pris des airs de supériorité;

tout en restant dans son rôle de général, il a dominé toutes les résistances. Ses pouvoirs étaient assez vastes pour qu'il pût prendre ostensiblement une autre situation. Il s'est borné à imposer au Maréchal, qui se débattait par tous les moyens permis ou défendus, la condition de faire rentrer l'armée. Ce dernier a cru, dans les premiers temps, que Castelnau n'était envoyé ici qu'avec une mission de peu d'importance, et il a pensé que la modération dont il usait en était la conséquence. Il a cherché à l'intimider en lui parlant très haut de sa responsabilité. Alors le général lui a répondu qu'il allait, à cet égard, le mettre parfaitement à l'aise et il a exhibé les pouvoirs absolus pour accomplir sa mission et déplacer au besoin les personnages qui l'entouraient. Cela a été une scène de haute comédie où le Maréchal n'avait pas envie de rire. Il lui a dit alors : « Mais pourquoi ne m'avez-vous pas dit cela plus tôt? — J'espérais, répondit le général, ne pas être obligé de vous faire cette confidence, et j'espère maintenant que vous voudrez bien ne pas me contraindre à en faire usage. »

« Depuis cette époque, il ne cesse de répéter au Maréchal qu'il faut qu'il se souvienne que l'armée doit avoir quitté le Mexique à la fin de mars. C'est son *Delenda Carthago*, et le *Mané, Thécel, Pharès* du Maréchal qui, au bout de toutes ses ruses, retrouve la date fatidique de mars. Je n'ai pas besoin de te dire combien la Maréchale, pour sa part, exècre le général. Il paraît que c'est un spectacle des plus amusants que de voir cette grande dignitaire, dont l'éducation est encore à faire, aux prises avec les grandes façons de cour que Castelnau s'amuse à lui prodiguer. Elle s'en tire constamment en enfant terrible et ne manque jamais de trahir la pensée intime du ménage. »

J'arrête ici cette écœurante citation, négligeant la finale dont les critiques et les accusations plus ou moins précises, ne sont que d'ordre général, n'ayant aucun rapport avec le Maréchal et n'étant que d'importance secondaire. Au reste, elles ne méritent pas plus de crédit que les autres diatribes du général Douay. Dans cette trop longue lettre pleine de

haine, il n'existe pas une pensée, pas une assertion, pas un fait qui soit vrai. Tout est faux, même l'état de santé signalé comme devenu excellent avec la gaieté et l'esprit frais et dispos, car la lettre elle-même prouve surabondamment que son auteur est toujours dyspeptique, atrabilaire, grincheux et misanthrope.

Pour ces raisons, je ne me suis pas attaché à faire justice des insanités, des infamies que contient la dernière lettre du général Douay, convaincu que la lecture des faits relatés au cours de cette partie de mes Mémoires, avec abondance peut-être, mais avec nécessité, suffira pour faire prononcer la condamnation sévère que méritent ces vilains écrits.

Dans les autres citations que j'ai faites des précédentes lettres je me suis efforcé de remettre bien des choses au point de la justice et de la vérité, en faisant ressortir les erreurs de faits, les appréciations fausses, les jugements tendancieux, les accusations non fondées qu'on y trouve partout, et principalement enfin l'esprit d'indiscipline qui caractérise ces écrits; mais ce travail inspire une préoccupation plus grave encore qui oblige à élever plus haut son jugement. Il convient, en effet, d'apprécier le rôle qu'ont joué dans cette affaire d'informations plus ou moins régulières et dignes, les personnages à qui étaient destinés, par des voies plus ou moins directes, ces rapports extra-officiels?

Si le général Félix Douay n'avait eu pour but que de renseigner son frère Abel sur ce qui se passait au Mexique, il ne se serait pas tant mis en frais de réflexions personnelles pour dénaturer les actes et la conduite privée d'une si haute personnalité que le maréchal Bazaine, son chef, et surtout de manifestations d'une ambition non justifiée mais ardente, passionnée, car on reconnaît partout dans ces rapports (sans sabres!) qu'elles avaient des visées plus élevées et qu'elles étaient destinées à passer sous les yeux des personnages de la Cour, des ministres et surtout de l'Empereur qui était toujours encensé et courtisé. Cette tactique ambitieuse se manifeste à tous propos. Du reste, il est avéré que l'Empereur a

eu connaissance de toute cette correspondance qui a troublé son esprit et l'opinion publique.

Dans ces conditions, et en présence de ces accusations aussi nombreuses que variées, qu'elles soient relatives à des actes relevant du droit commun, de l'art militaire, de l'exécution des réglemens militaires ou de la discipline et des devoirs militaires en général, on doit tenir le raisonnement suivant : « De deux choses l'une : ces accusations étaient vraies ou elles étaient fausses. Dans le premier cas, le ministre de la Guerre, et l'Empereur surtout, devaient rappeler le Maréchal, le faire passer devant un conseil d'enquête et, sans doute, devant un conseil de guerre; si elles étaient fausses, c'est le général de division, le subordonné, calomniateur de son chef, qui devait être l'objet de ces mesures de rigueur. »

Or, rien de tout cela ne fut fait, ni pendant ni après. On en doit conclure à l'innocence complète de l'accusé du général Douay, du maréchal Bazaine qui se disculpa à Mexico, surtout des imputations formulées même par le général Castelnau, car, alors, il ignorait celles de son subordonné. Il ressort d'une manière éclatante des termes des lettres ultérieures de l'Empereur et de ses ministres au Maréchal, à qui on accordait toujours une confiance entière, et dont on raffermissait la situation au lieu de l'ébranler, qu'on n'avait accordé aucun crédit aux accusations formulées. En outre, plus tard, après le retour du Mexique, l'Empereur ne cessa de manifester son estime et sa confiance au maréchal Bazaine puisqu'il l'appela aux plus hautes fonctions jusqu'au moment où éclata la guerre de 1870.

Donc, le maréchal Bazaine restait indemne de toutes les mauvaises actions qu'on lui avait imputées et qui n'avaient d'autre but, de la part de leurs inventeurs mexicains, que de le discréditer et de le faire partir du Mexique où on le considérait comme un opposant au succès de la nouvelle politique suivie par Maximilien.

Ceux-là étaient les coupables originels; mais les personnages français qui avaient accepté leurs infamies, qui les

avaient accréditées et colportées en France étaient pour nous les vrais coupables, parce qu'ils étaient des calomniateurs sans but politique et que leur faute était aggravée par son caractère d'indiscipline, principalement pour le général Douay. Cet officier méritait des mesures sévères. Elles ne furent pas prises, sans doute sous l'influence du général Castelnau lui-même, mais surtout à cause des intrigues de Cour qui voulaient sauver le général Douay, dont le beau-père était commandant militaire du palais des Tuileries.

Il est vrai que, depuis lors, le général Douay a subi une sorte de demi-disgrâce, mais il n'en est pas moins vrai que le doute resta, alors, dans beaucoup d'esprits non éclairés, ou préconçus, en raison même de ce silence que le général Douay réclamait dans sa dernière lettre à l'égard de la conduite du Maréchal au Mexique. C'était laisser subsister les premiers ferments de l'affreuse « Légende Bazaine ». Il est donc regrettable que Napoléon III n'ait pas répandu sur ces dessous ténébreux la lumière la plus éclatante de la justice, car il la devait à ses serviteurs, à la dignité du Maréchal, et surtout à l'Histoire. Il est vrai qu'alors, l'Empereur ne pouvait prévoir que, quelques années après, les lettres calomnieuses de Douay, qu'il conservait secrètes, seraient enlevées dans ses archives violées, pour être divulguées au monde entier et donner un corps néfaste à « la légende Bazaine ».

## CHAPITRE XVI

### FIN DE L'INTERVENTION FRANÇAISE

---

Mariage du Ministre de France Dano. — Déclaration du gouvernement mexicain qui met fin à l'Intervention française au Mexique et aux relations directes. — Démissions de tous les fonctionnaires français, du Ministre et du Sous-Secrétaire d'Etat de la guerre. — Mon séjour au Ministère. — Incidents personnels.

Cependant, au milieu de ce foyer d'intrigues plutôt diaboliques qu'était alors la capitale, il s'en déroulait parfois d'un caractère général plus doux, plus logiquement humain. En effet, au sein du désarroi général de la société de Mexico, se produisit un fait divers qui, en d'autres circonstances, n'eût comporté qu'une place naturelle dans la chronique mondaine de la grande ville; mais en raison des personnalités qui en firent les frais, ce petit événement prit une importance politique caractéristique et justifia certaines méfiances et appréhensions qui s'étaient depuis longtemps manifestées à l'égard de l'une d'elles.

Un beau jour, car c'en était un pour les deux personnes en cause, on apprit, mais sans étonnement pour certains observateurs attentifs, que M. Dano, ministre de France, convoitait en justes noces avec Mlle Bestéguy, une des quatre filles dont les parents avaient une énorme fortune. Cette famille, des plus honorables du reste, appartenait au parti clérical ultra et comptait même dans la camarilla de l'archevêque de Mexico, Mgr Labastida, le lutteur infatigable pour la cause des biens du clergé. Depuis longtemps, M. Dano, qui avait toujours recherché les riches héritières, fréquentait dans cette